



FAQ relative à l'enseignement supérieur et la certification B Corp

Pourquoi B Lab intervient-il dans un secteur aussi controversé que l'enseignement supérieur à but lucratif ?

C'est précisément dans ce contexte que le besoin de distinguer les bons et les mauvais acteurs, ainsi que les pratiques satisfaisantes, optimales et exemplaires, s'avère plus urgent que jamais, en implantant des normes rigoureuses en matière de performances sociales et environnementales vérifiées, de responsabilisation et de transparence publique.

Qu'il s'agisse des responsables politiques, des investisseurs ou du grand public, l'implantation de normes crédibles, complètes, comparables et transparentes en matière de performance *actuelle* bénéficie à tous, particulièrement l'Évaluation B Impact Assessment, mais également à l'implantation de modèles de gouvernance d'entreprise, comme la Benefit corporation, qui renforcent la probabilité d'une haute performance *à long terme*. Ces normes et structures juridiques instaurent un cadre crédible et transparent qui facilite ensuite la prise de décisions en matière de politique, d'investissement, d'achat et d'emploi. Il s'agit d'un aspect particulièrement important dans des secteurs tels que l'enseignement supérieur à but lucratif, qui connaît une forte demande de la part des consommateurs, attire des investissements publics et privés importants, se caractérise par des performances variables et des préoccupations importantes en matière de réputation.

B Lab approuve-t-il les solutions axées sur le marché privé pour combler les lacunes de ce que beaucoup considèrent comme des services publics de base ?

B Lab ne prend pas position quant à la question de savoir si certains services doivent être fournis uniquement par le gouvernement et le secteur à but non lucratif, ou également par le secteur privé. Cependant, B Lab a la conviction que ces débats de politique publique seront alimentés par le recours à ses normes de performance, de responsabilisation et de transparence par des entités à but lucratif appartenant à des secteurs aussi controversés.

En quoi les normes utilisées pour la certification B Corp présentent-elles un intérêt pour l'enseignement supérieur ?

C'est lorsque l'on analyse les sujets de controverses dans l'enseignement supérieur à but lucratif, à savoir le manque de responsabilisation des étudiants, les faibles performances globales et l'absence d'indicateurs de performance comparables et transparents, que l'on peut établir naturellement un lien avec les questions auxquelles la certification B Corp apporte une réponse :

Responsabilisation : par son exigence juridique, la certification B Corp garantit que les entreprises à but lucratif sont juridiquement contraintes de prendre en compte les parties prenantes (y compris les étudiants), et pas seulement les actionnaires, dans leur prise de décision.

Performance : par son exigence en matière de performance, qui prévoit un addendum spécifique pour l'enseignement supérieur à l'Évaluation B Impact Assessment de B Lab, la certification B Corp garantit que les étudiants et les autres parties prenantes sont non seulement pris en compte, mais aussi que l'entreprise *atteint un niveau élevé* de performance en termes d'impact.

Transparence : par son exigence en termes de transparence et la publication de scores de performance vérifiés dans le cadre de l'Évaluation B Impact Assessment et, le cas échéant, d'informations supplémentaires provenant du Formulaire lié aux exigences de transparences et de la vérification des antécédents menées par B Lab, la certification B Corp garantit au grand public la possibilité d'examiner les questions importantes relatives à l'impact positif et négatif potentiel d'une entreprise et de procéder à sa propre analyse.

Comment est-il possible qu'une entreprise liée à un secteur controversé comme l'enseignement supérieur à but lucratif puisse obtenir la certification B Corporation ?

B Lab est conscient que l'enseignement supérieur à but lucratif est sujet à controverse et qu'un certain nombre d'acteurs du secteur jouissent d'une réputation douteuse. B Lab considère que son rôle est de promouvoir des normes solides de performance spécifiques à l'industrie, une responsabilisation légale élargie et une transparence publique que les responsables politiques, les investisseurs et le grand public peuvent exploiter pour fonder leurs décisions concernant les établissements d'enseignement supérieur à but lucratif qui répondent à la demande du marché tout en générant le plus grand impact positif et en servant au mieux l'intérêt public. Nous avons élaboré un ensemble de normes spécifiques pour aborder les questions propres aux entreprises du secteur de l'enseignement supérieur à but lucratif, à savoir :

[Un addendum spécifique pour l'enseignement supérieur à l'Évaluation B Impact Assessment](#), résultat de près de deux ans de travail effectué par un groupe éminent d'experts du secteur ; il comporte des mesures spécifiques au secteur sur les aspects suivants :

- (1) Modèles éducatifs et engagement : mesure de la capacité de l'entreprise à fournir des services éducatifs durables et de son engagement auprès de l'enseignement supérieur et de la communauté au sens large, pour faire progresser l'enseignement supérieur et promouvoir le bien-être.
- (2) Recrutement, marketing et transparence : politiques, pratiques et résultat des pratiques de recrutement de l'institution qui permettent d'assurer l'exactitude des données et la protection des consommateurs.
- (3) Résultats des étudiants : mesure selon laquelle l'établissement produit des résultats positifs pour ses recrues, en particulier celles appartenant à des groupes défavorisés, y compris leur capacité à progresser vers l'indépendance économique
- (4) Expérience des étudiants : mesure de la portée de l'expérience positive que l'établissement offre aux étudiants, incluant un enseignement et un corps professoral de qualité ainsi que des services de soutien accessibles aux étudiants et des possibilités de carrière

[Pour accéder à une présentation de l'addendum et de son développement, cliquez ici.](#)

Existe-t-il des exigences de performance particulières imposées aux entreprises relevant de l'enseignement supérieur pour obtenir la certification B Corp ?

Toutes les entreprises B Corp certifiées doivent satisfaire aux trois exigences suivantes : performance sociale et environnementale globale hautement vérifiée, responsabilisation juridique et transparence publique. La combinaison de ces trois éléments constitue une base solide et crédible permettant aux parties prenantes d'une entreprise de porter un jugement sur l'impact global de celle-ci.

Outre les exigences susmentionnées, chaque entreprise relevant de l'enseignement supérieur doit remplir l'addendum spécifique pour l'enseignement supérieur de l'Évaluation B Impact Assessment. Si l'entreprise obtient un score vérifié de moins de 15 points sur l'addendum, même si elle obtient un score global vérifié supérieur au minimum de 80 sur 200 requis pour la certification, le [Conseil consultatif sur les Normes](#) de B Lab examinera la demande de certification de l'entreprise et déterminera si l'entité est éligible ou non à la certification, ou éligible à condition de satisfaire à des exigences supplémentaires.

Pour une entreprise relevant du secteur de l'enseignement supérieur et possédant plusieurs filiales, le score moyen pondéré de chacune des filiales (sur la base des chiffres d'affaire), à la fois global et sur l'addendum spécifique pour l'enseignement supérieur, déterminera l'éligibilité de l'entité.

Particulièrement dans un secteur controversé comme l'enseignement supérieur à but lucratif, comment B Lab parvient-il à déterminer que l'entreprise n'est pas engagée dans des pratiques négatives qui pourraient la disqualifier de la certification « B Corporation » ?

Dans le cadre de l'évaluation de la performance globale d'une entreprise, B Lab examine à la fois 1) l'impact *positif* de l'entreprise sur l'ensemble de ses parties prenantes à l'aide de [l'Évaluation B Impact Assessment](#) (BIA), et 2) *les impacts négatifs potentiels* à l'aide d'un Formulaire lié aux exigences de transparences et d'un contrôle des antécédents (DQ/BC). L'évaluation BIA et les DQ/BC sont tous deux soumis à un processus formel de révision et de vérification [[décrit ici](#)].

Le DQ permet à l'entreprise de divulguer confidentiellement à B Lab les pratiques, amendes ou sanctions associées à l'entreprise ou à ses filiales qui peuvent indiquer que les parties prenantes de l'entreprise ont subi des répercussions négatives. Cette déclaration, associée à la vérification des antécédents de l'entreprise et de sa direction, permet à B Lab de déterminer les éventuelles répercussions négatives et la nécessité d'une plus grande transparence, d'une mesure corrective ou, dans de rares cas, d'un refus ou d'une révocation de la certification en fonction de leur importance, si l'on estime que ces répercussions contrebalancent l'impact positif quantifié dans la BIA.

Au DQ standard s'ajoute un Formulaire lié aux exigences de transparences distinct pour le secteur de l'enseignement supérieur, qui comprend des questions sur la perte du statut d'accréditation et des enquêtes sur les pratiques de marketing et de recrutement.

Ni le DQ ni la vérification des antécédents n'affectent le score d'impact B de l'entreprise ; cependant, comme décrit ci-dessous, ils peuvent affecter l'éligibilité de l'entreprise à la certification.

B Lab dispose de 90 jours pour analyser l'ensemble de l'évaluation de l'entreprise et des informations des DQ/BC, en sollicitant notre [Conseil consultatif sur les Normes](#) et le [Conseil d'administration](#) de B Lab le cas échéant, et en envisageant 4 résultats potentiels :

- (1) Jugées négligeables ; aucune autre déclaration n'est requise
- (2) Jugées importantes ; une transparence accrue est requise
- (3) Jugées importantes ; nécessite des mesures d'atténuation
- (4) Jugées importantes ; non éligible à la certification

B Lab a également mis en place une procédure formelle de traitement des plaintes pour répondre aux préoccupations exprimées par le grand public au sujet des entreprises certifiées B Corporation. Vous trouverez des informations sur la procédure de traitement des plaintes sur le site : <http://www.bcorporation.net/complaints>.

Le Conseil consultatif sur les Normes et le Conseil d'administration de B Lab sont libres d'accepter et de maintenir la participation d'une entité à la communauté B Corp en se fondant sur leur jugement à l'issue du processus décrit ci-dessus.

Existe-t-il des entreprises certifiées B Corporation dans l'enseignement supérieur ?

Oui. Laureate Education est une entreprise certifiée B Corporation. Elle a obtenu la certification en décembre 2015. L'Open University of West Africa (OUWA) est également une entreprise certifiée B Corporation. Laureate et OUWA ont satisfait aux exigences légales de certification en adoptant la structure juridique de Benefit corporation.

Par ailleurs, un certain nombre d'autres établissements d'enseignement supérieur à but lucratif satisfont pleinement certaines des exigences les plus strictes en matière d'objet social, de responsabilisation et de transparence en s'enregistrant en tant que Benefit corporation. Il s'agit notamment de l'Alliant International University, de l'Arist Medical Sciences University, de la College of Henricopolis School of Medicine, de la Ponce Health Sciences University, du Rasmussen College, de la Stratford University et de l'University of the Brain (affiliée à l'Université de l'Utah). Apprenez-en davantage sur la différence entre les entreprises certifiées B Corporation et les Benefit corporations.

Qu'en est-il des établissements d'enseignement sans but lucratif ?

Lors de l'évaluation des performances d'un établissement d'enseignement supérieur, B Lab estime qu'il est essentiel de ne pas se baser uniquement sur le fait que l'établissement est structuré comme une entreprise à but lucratif ou comme une organisation à but non lucratif, mais sur les performances de l'établissement dans son ensemble, et de comparer ces performances à celles de tous les établissements d'enseignement supérieur, qu'ils soient à but lucratif ou non. C'est pourquoi l'addendum spécifique pour l'enseignement supérieur à l'Évaluation B Impact Assessment a été créé par un groupe de travail composé d'établissements d'enseignement supérieur à but non lucratif et d'un ancien responsable politique fédéral chargé de superviser l'enseignement supérieur aux États-Unis. Le test bêta de l'addendum spécifique pour l'enseignement supérieur incluait des établissements à but non

lucratif et les critères de performance utilisés pour obtenir des crédits dans l'addendum ne sont pas uniquement basés sur les performances des établissements à but lucratif, mais sur celles de tous les établissements.

B Lab s'assure non seulement que les institutions qualifiées B Corp sont globalement très performantes (et pas seulement par rapport aux entreprises à but lucratif), mais permet également aux institutions à but non lucratif de bénéficier de l'Évaluation B Impact Assessment et de l'addendum spécifique pour l'enseignement supérieur afin de mesurer et gérer leurs propres performances. Même si les entités à but non lucratif ne peuvent pas prétendre à la certification B Corp, l'Évaluation B Impact Assessment reste un outil de gestion gratuit et utile, accessible à tous.